

## **DÉCLARATION : UN NOUVEAU GOUVERNEMENT, UNE NOUVELLE OCCASION D'ASSURER LA SÉCURITÉ COLLECTIVE PAR DES SOLUTIONS ÉPROUVÉES**

**Ottawa, le 29 avril 2025** : L'Association canadienne des Sociétés Elizabeth Fry (ACSEF) adresse toutes ses félicitations à M. Mark Carney pour sa nomination au poste de premier ministre du Canada, ainsi qu'à tous les députés nouvellement élus. L'ACSEF a hâte de travailler en collaboration avec M. Carney et son nouveau cabinet, une fois celui-ci nommé.

Cette période charnière de notre histoire mondiale et nationale nous ramène aux valeurs canadiennes fondamentales qui nous unissent : un engagement inébranlable envers l'égalité et l'équité et la protection du bien-être de chaque personne dans nos communautés. En tant qu'organisme qui insuffle ces valeurs dans son travail quotidien en faveur des droits des femmes et des personnes trans, non binaires et bispirituelles criminalisées, l'ACSEF sait que la force du Canada réside dans une détermination commune à ne pas laisser pour compte qui que ce soit.

Tout au long de la campagne électorale, le public a exprimé beaucoup d'anxiété face à l'augmentation des taux de criminalité, et on a entendu des appels à un système pénitentiaire plus sévère et à un recours accru à l'incarcération pour répondre à ces peurs. Alors le nouveau gouvernement prend forme, il est plus important que jamais de veiller à ce que des solutions crédibles soient proposées pour apaiser ces craintes, notamment en sensibilisant le public aux enjeux majeurs touchant le système carcéral canadien.

« Lorsque l'on parle de sécurité publique, il est nécessaire de donner plus d'attention aux nombreux problèmes qui existent dans nos pénitenciers et nos prisons », **déclare Emilie Coyle, codirectrice générale de l'ACSEF**. « Les conditions de détention aggravent les problèmes préexistants des personnes incarcérées et engendrent de nouveaux troubles de santé mentale et de dépendance. À leur libération, les personnes souffrent de troubles de stress post-traumatique complexes. Les liens avec leur famille ont été brisés et elles ont très peu d'argent, un gros vide dans leur CV et un casier judiciaire qui rend la recherche d'un logement sécuritaire extrêmement difficile. D'innombrables personnes de notre réseau qui sont sorties de prison disent avoir survécu EN DÉPIT du système ».

L'une des causes de cet état de fait est l'incarcération excessive au Canada : on emprisonne inutilement des gens. Le système carcéral canadien est débordé et à bout de souffle. La pandémie a eu des effets dévastateurs auxquels on n'a toujours pas remédié; cela se manifeste aujourd'hui dans le recours accru aux confinements et dans la suspension indéfinie de services importants.

« Et dans ce contexte, nous ne devons pas oublier *quelles sont les personnes* que nous incarcérons. À l'échelle nationale, plus de 50 % des personnes purgent une peine fédérale dans les pénitenciers dits pour femmes sont autochtones, et dans plusieurs prisons provinciales et pénitenciers fédéraux des Prairies, de Colombie Britannique, et du Nord, les Autochtones représentent un pourcentage plus élevé encore de la population carcérale – près de 85 % dans certains cas », **explique Nyki Kish, codirectrice générale de l'ACSEF.**

Après des années d'appels fallacieux à réprimer sévèrement la criminalité, le système carcéral est débordé par l'emprisonnement massif de personnes fortement désavantagées, souvent incarcérées en premier recours pour des problèmes de dépendance et de pauvreté. Elles sont enfermées dans des conditions extrêmement pénibles et, à leur libération, se retrouvent généralement dans un pire état que celui où elles se trouvaient au moment de leur incarcération. C'est une réalité difficile à accepter, d'autant plus qu'il existe des méthodes avérées pour améliorer la sécurité publique. On sait, par exemple, que de donner de l'espoir et des possibilités d'avenir à ces personnes fonctionne. Les maintenir dans leur propre collectivité fonctionne. Créer des communautés fortes et dotées de ressources suffisantes fonctionne. L'incarcération massive, elle, ne fonctionne pas.

Pour véritablement assurer la sécurité publique, il faut investir dans des soins de santé accessibles et tenant compte des traumatismes, dans des logements abordables et stables, et dans des programmes communautaires qui s'attaquent aux causes sous-jacentes de l'incarcération – des politiques qui protègent les droits et la dignité de la personne. En criminalisant les personnes marginalisées et en les désignant comme boucs émissaires, on ne fait que perpétuer l'exclusion et les préjudices et aggraver le cycle de la pauvreté. Le secteur communautaire a apporté un soutien fondamental aux communautés canadiennes grâce à l'aide financière accordée ces dernières années par le ministère des Femmes et de l'Égalité des genres. Il est essentiel de maintenir un tel poste ministériel afin de soutenir ces efforts cruciaux.

L'ACSEF demande instamment au nouveau gouvernement d'écouter les voix des personnes les plus exclues de la société, afin de pouvoir construire ensemble un avenir où tout le monde a sa place et la possibilité de s'épanouir.

L'ACSEF est impatiente de travailler avec le nouveau Premier ministre, le futur cabinet et tous les députés nouvellement élus pour concrétiser la vision d'un Canada plus juste, plus inclusif et plus empathique – le pays que les Canadiens et Canadiennes ont si manifestement réclamé.